COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS-DE-MORTAGNE

PERMISSION DE VOIRIE

Le Président de de la Communauté de Communes du Pays-de-Mortagne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code la Voirie Routière et notamment les articles L.113-2 à L.113-7,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.2132-1,

Considérant la demande de permission de voirie de l'entreprise PCE Services en date du 19 août 2025 dans le cadre des travaux de VIABILISATION DE PARCELLE RESEAU TELECOM, au sein de la ZAE de l'Audouinière, sur la Commune de Saint-Martin-des-Tilleuls,

Considérant les plans joints à la demande,

ARRETE N°AR2025-028

<u>Article 1</u>: L'entreprise PCE Services est autorisée à exécuter les travaux énoncés ci-dessous. A charge pour lui de se conformer aux dispositions réglementaires et aux articles suivants.

<u>Article 2</u>: Le pétitionnaire devra se conformer à la réglementation en vigueur concernant les autorisations en matière de police de circulation.

<u>Article 3</u>: La présente autorisation ne dispense pas l'occupant de procéder aux autres formalités administratives prévues par les réglementations en cours. Avant toute intervention, l'occupant doit s'informer auprès des différents exploitants de l'existence de réseaux dans le périmètre des travaux envisagés, conformément à la réglementation relative à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution (décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 modifié).

<u>Article 4</u>: L'installation des ouvrages doit être réalisée dans les conditions les moins dommageables pour le domaine public, dans le respect de l'environnement et de la qualité esthétique des lieux. Elle doit respecter les normes en vigueur et les règles de l'art.

L'implantation de travaux dans l'emprise du domaine public routier intercommunal doit être conforme au plan joint à la présente demande.

L'occupant sera tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'exécution des travaux et l'exploitation de l'ouvrage n'apportent ni trouble ni gêne aux services publics et préservent la desserte des propriétés riveraines.

Toute découverte de cavité lors de la réalisation des travaux devra être signalée immédiatement aux services intercommunaux, afin que ceux-ci puissent effectuer une reconnaissance et définir les mesures à mettre en œuvre.

Pendant toute la durée des travaux, l'occupant veillera à ne pas gêner le bon écoulement des eaux et à préserver la propreté de la chaussée. Une signalisation adaptée et un balayage et/ou un lavage devront être prévus dans le cas de dépôts sur les voies de circulation.

Dès l'achèvement des travaux, le domaine public routier sera remis dans son état initial. Ces travaux de remise en état seront à la charge de l'occupant.

L'accotement sera stabilisé en conservant une pente équivalente à son état initial.

<u>Article 5</u>: Les tranchées sont exécutées, chaque fois que cela est techniquement possible, par demilargeur de chaussée, de manière à ne pas interrompre la circulation.

Les nouveaux réseaux seront réalisés en souterrain, sauf impossibilités techniques.

Les revêtements de voirie seront soigneusement découpés ou déposés. Les découpes seront rectilignes et, si possible, parallèles ou perpendiculaires aux éléments structurant les voies tels que bordures, encadrements.

Dans toutes les chaussées en pente longitudinale, il sera prévu au minimum un exutoire afin d'éliminer les eaux que cette tranchée est susceptible de drainer.

La réalisation du terrassement se fera avec des engins adaptés au site. Les déblais seront évacués en totalité et au fur et à mesure de leur extraction.

Le demandeur remplacera, à ses frais, les matériaux perdus ou détériorés par des matériaux de même nature et de même qualité.

La signalisation verticale doit être remise en place.

<u>Article 6</u>: le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera tenu responsable des accidents pouvant survenir du fait de sa négligence ou de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de tous travaux ou de l'installation de tous biens mobiliers. La signalisation devra être conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

<u>Article 7</u>: Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants et L.421-4 et suivants. Il est expressément rappelé que le présent arrêté ne vaut pas arrêté de circulation. Plus généralement, l'obtention du présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de demander toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par les lois et règlements.

<u>Article 8</u>: Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire est tenu d'enlever les matériaux excédentaires, de rétablir dans leur état initial la chaussée, l'accotement ou trottoir, le fossé, et de réparer tout dommage qui aura pu être causé à la chaussée et à ses dépendances.

<u>Article 9</u>: La présente autorisation, délivrée à titre précaire et révocable, est valable à compter du 03/09/2025 et jusqu'au 03/10/2025.

<u>Article 10</u>: Le pétitionnaire pourra être tenu pour responsable de toutes dégradations occasionnées à l'ensemble des ouvrages constitutifs de la voirie. Le permissionnaire sera rendu responsable de tout accident de toute nature pendant la durée des travaux. La présentation autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et règlements en vigueur.

Fait à La Verrie, Commune de Chanverrie,

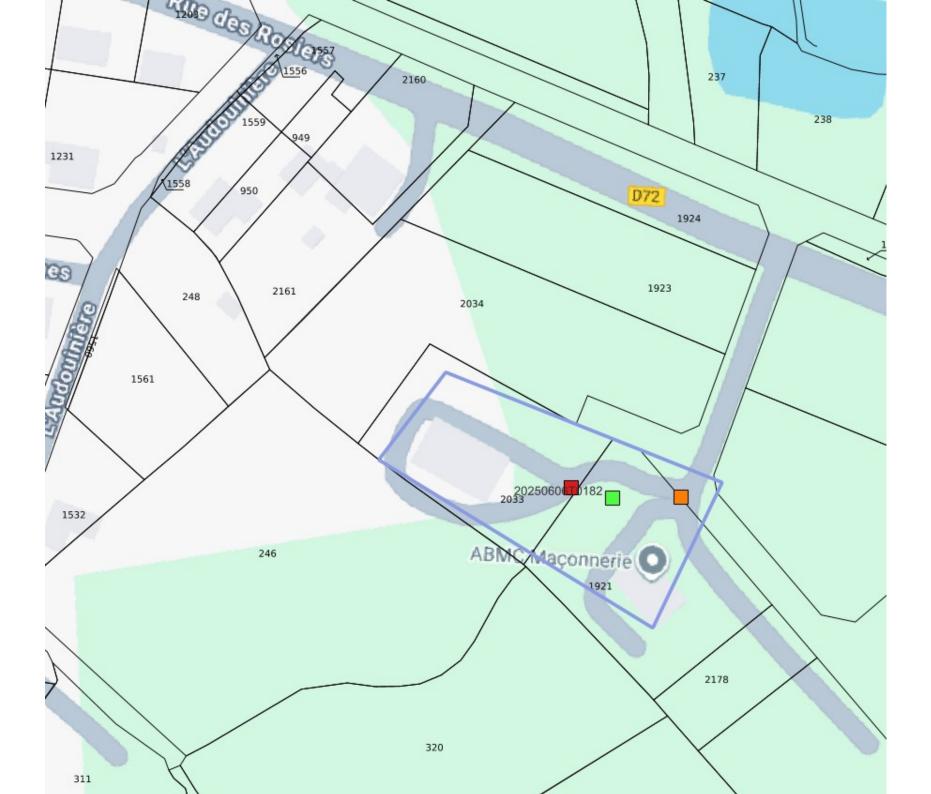
Le Président,

Signé électroniquement par :

Date de signature : 02/09/2025 Qualité : Président de la CC Pays de

Mortagne

Guillaume JEAN





Demande de permission ou d'autorisation de voirie, de permis de stationnement, ou d'autorisation d'entreprendre des travaux

*cerfa*N° 14023*01

Code de la voirie routière L113-2 ; L115-1 à L116-8 ; L123-8 ; L131-1 à L131-7 ; L141-10 et L141-11 Code général des collectivités territoriales L2213-6 ; L2215-4 et L2215-5

Gestionnaires des réseaux routiers

Le demandeur Partio	culier a servi	ice public	maître d'oeuvre ou conducteur d'op	ération 🔲	entreprise 🗹	
Nom : GALOPIN Prénom : STEPHY						
Dénomination : PCE SERVICES Représenté par : DE RIDDER JONATHAN						
Adresse Numéro : 4 Extension :						
Code postal 8,5,1,3,0 Localité : LES LANDES GENUSSON Pays : FRANCE						
Téléphone 0 7 6 4 8 9 4 0 5 8 Indiquez l'indicatif pour le pays étranger : Courriel :						
Si le bénéficiaire est différent du demandeur						
Nom : VENDEE NUMERIQUE Prénom :						
Adresse Numéro : 123 Extension :						
Hall 2						
Code postal 8 5 0 0 0 Localité : LA ROCHE SUR YON Pays : FRANCE						
Téléphone _02_5_1_4_4_2_0_4_4 Indiquez l'indicatif pour le pays étranger :						
Courriel:						
Localisation du site concerné par la demande						
Voie concernée : Autoroute n°						
Point de Repère (PR) routier d'origine d'application : Point de Repère (PR) routier de fin d'application :						
Adresse Numéro : Extension : Nom de la voie : RUE DU PONT DU GUE						
Code postal 8 5 1 3 0 Localité : SAINT MARTIN DES TILLEULS						
Document d'urbanisme antérieur (déclaration de travaux ou permis de construire) :						
Référence cadastrale : Section(s) :						
Nature et date des travaux						
Pose de compteur / branchement aux réseaux 🗹 (1)						
	Pose de	e clôtures	Pose de portail (portillon)	Р	lantations	
À l'alignement	oui 🔲	non 🔲	oui 🔲 non 🔲	oui (non 🔲	
En retrait de l'alignement		∟∟ mètres	LILI mètres		mètres	
Dépôt ou Stationnement (2) Saillie ou Surplomb (2) Aménagement d'accès (2) Ouvrages divers (1)						
Station service Renouvellement Création						
Autres VIABILISATION DE PARCELLE RESEAU TELECOM						
Date prévue de début d'application 0,3,0,9,2,0,2,5 Durée d'application (en jours calendaires) :3,0						
Nota : Pour connaître la délimitation du domaine public routier au droit d'une propriété riveraine, il faut déposer, auprès du gestionnaire de la route concernée et selon les modalités qu'il aura fixées, en complément, une demande d'alignement individuel.						

⁽¹⁾ Compléter le cadre ouvrages divers

⁽²⁾ compléter le cadre correspondant

Dépôt ou stationnement (2)					
Demande initiale Prolongation référence du permis de stationnement : Nature du dépôt ou Echafaudage Mobilier urbain Terrasses de café Vente le long de la voie ou sur aire de service Autres (à préciser) :					
Saillie ou surplomb (2)					
Largeur : de la voie mètres de la saillie mètres des trottoirs mètres Hauteur sous saillie mètres					
Aménagement d'accès (2)					
Avec franchissement de fossé : Diamètre du tuyau millimètre Longueur mètres Distance par rapport à l'axe de la chaussée mètres Nature du tuyau : mètres Sans franchissement de fossé Largeur de l'aménagement mètres					
Ouvrages divers (1)					
Travaux sur ouvrages existants \Box Installation nouvelle $oldsymbol{ omega}$					
Réseaux aériens ou souterrains ou branchement : Eau potable					
Sous voirie Sous accotement ou trottoirs					
Tranchée longitudinale mètres mètres					
Tranchée transversale					
Fonçage mètres mètres					
Aménagement de surface ou équipements : Stationnement					
Stationnement Arrêt bus Passage supérieur ou inférieur Équipements de la route Autres (à préciser)					
Pièces jointes à la demande					
Afin de permettre et de faciliter la compréhension et l'instruction du dossier, la demande d'autorisation est accompagnée des pièces suivantes détaillées par nature de travaux.					
1 - Pour toute demande					
Plan de situation 1/10 000 ou 1/20 000ème 🗹 Plan de localisation précis 1/1 000 ou 1/ 2 000ème 🔲 Photos 🔲					
2 - Pièces complémentaires par nature de demande					
2a - Clôtures/portails/Plantations/Dépôt ou stationnement/surplomb					
Coupes longitudinales et transversales indiquant l'emprise occupée du domaine public 1/50ème 🔲					
2b - Aménagement d'accès/ouvrages divers portant atteinte au patrimoine Plan des ouvrages projetés 1/200 ou 1/500ème Cahiers des coupes techniques de tranchées 1/50ème Plan de détails de franchissement des points singuliers 1/50ème					
2c - Station service : Plan d'implantation des pistes avec signalisation de police 1/200 ou 1/500 eme					
J'atteste de l'exactitude des informations fournies					
Fait à : LGLe :19081					
Nom: GALOPIN Prénom: STEPHY Qualité: ATTACHEE PROJETS					